

Entretien par écrit avec le mensuel catholique "La Nef",
paru dans son numéro de février 2006

par Laurent Lafforgue

Pourriez-vous d'abord vous présenter ?

Je suis un mathématicien chrétien qui lutte contre l'obscurantisme.

En quoi consiste la recherche en mathématiques ?

Les mathématiques réalisent certaines potentialités de l'esprit humain qu'il porte enfouies en lui-même ; leurs objets sont des réalités qu'on peut saisir intégralement avec les mots et explorer au moyen de manipulations formelles.

Elles sont liées aux sciences de la nature et la physique en particulier s'écrit dans leur langage, mais elles ne sont pas une science de la nature.

Elles constituent une tradition au sens où nous chrétiens entendons ce mot : un héritage vivant constamment retravaillé et enrichi. On ne fait pas des mathématiques seul, on s'insère peu à peu dans la communauté des mathématiciens qui porte cette tradition et l'approfondit toujours davantage.

Comment avez-vous été nommé au Haut Conseil pour l'Education ? et pourquoi en avoir démissionné presque aussitôt ?

J'ai commencé à étudier la situation de l'éducation et à intervenir publiquement sur le sujet au cours de l'année 2004. Je suppose que c'est pourquoi on m'a proposé de faire partie de ce Conseil. On m'a demandé de démissionner au bout de quelques jours car je me suis exprimé en termes violents sur l'état actuel de l'Éducation nationale et la responsabilité de ses instances dirigeantes et de ses experts qui ont inspiré, conduit et imposé les politiques et les réformes de ces dernières décennies. Je considère que leur bilan est catastrophique. Je voudrais qu'on arrête d'écouter tous ces gens et qu'on en écoute d'autres, particulièrement les praticiens de terrain, professeurs et instituteurs de base, qui, constitués en associations, dénoncent depuis des années la destruction progressive de l'école et réfléchissent aux moyens de la sauver et de la redresser.

Qu'est-ce qui caractérise les politiques menées depuis la fin des années 60 en matière scolaire ?

De proposer à l'école d'autres objectifs que ce pour quoi elle est faite : l'égalité sociale, la "réussite", le "vivre-ensemble". La raison d'être de l'école qui est d'instruire, d'éveiller l'esprit, de transmettre des connaissances, passe après ces nouvelles priorités, quand elle n'est pas ouvertement dénoncée et délégitimée.

Je suis convaincu que la cause la plus profonde de la dégradation de l'école est la perte du sens de la valeur du savoir. Cette perte est générale dans la société mais ce que je reproche aux instances dirigeantes de l'Éducation nationale dans leur ensemble est de n'avoir pas résisté, de ne pas avoir défendu les valeurs dont elles avaient la

charge, et même d'avoir poussé à la roue dans le mauvais sens. D'innombrables professeurs et instituteurs, les petits soldats de l'Éducation nationale, continuent de se battre sur ces valeurs mais les généraux tirent dans le dos de leurs propres soldats.

Comment caractériseriez-vous la situation actuelle de l'Éducation nationale ?

Il y a déstructuration complète de tous les enseignements.

Dans le primaire, les enseignements fondamentaux sont sinistrés : horaires insuffisants, mépris des choses simples, refus des enseignements explicites comme les leçons, refus de la structuration et de la progressivité des enseignements, refus des exercices scolaires. La grande majorité des élèves sort du primaire sans posséder aucune base solide, y compris dans ce qui est le plus essentiel, la maîtrise de la langue et du calcul. Ces dégâts ne sont pas réparés au collège et au lycée, on en constate les effets jusque dans l'enseignement supérieur où désormais la majorité des étudiants perçoit la langue des livres comme une langue étrangère et ne possède pas les réflexes les plus élémentaires du raisonnement et de la logique.

Les enseignements des collèges et lycées sont eux-mêmes très déstructurés : français sans grammaire ; rédactions où l'on n'exige plus ni langue correcte ni culture générale ; littérature réduite à des exercices de rhétorique, privée de sens, de chronologie et d'inscription dans l'histoire ; mathématiques floues, sans rigueur, précision ni raisonnement et réduites à l'apprentissage de procédures automatiques ; physique détachée de toute formalisation mathématique ; histoire atomisée, sans ordre ni continuité. Le pire est que ces méthodes et contenus aberrants ont pour effet cumulatif de léser jusqu'à la capacité de compréhension et d'apprentissage des élèves.

N'y a-t-il pas derrière tout cela l'idéologie soixante-huitarde qui refuse toute contrainte et qui croit que l'on peut apprendre sans effort ?

Indubitablement, on ne peut étudier sans contrainte ni effort. Et c'est bien depuis les années 60 que notre école est entrée dans une spirale de réformes de plus en plus destructrices.

Mais je ne crois pas qu'on puisse incriminer aucune idéologie politique isolée. Ceux que je considère comme les destructeurs de l'école viennent d'horizons variés, et c'est encore plus vrai pour les défenseurs de l'école dont je fais partie. Depuis ma démission du HCE, j'ai reçu plus de 700 messages de soutien, en grande majorité de professeurs de tous niveaux et toutes disciplines scientifiques et littéraires, et aussi de parents d'élèves. Or ces messages laissent transparaître des sensibilités très diverses : certains dénoncent en effet "l'idéologie soixante-huitarde" mais j'ai aussi reçu le soutien d'anciens "soixante-huitarde" et la majorité des nombreux livres de témoignage et de réflexion d'instituteurs et de professeurs qui sont parus ces dernières années ont été écrits par des personnes manifestement de gauche ou d'extrême-gauche.

Le ministre de l'Éducation nationale a récemment annoncé la fin des méthodes globales et semi-globales : qu'en pensez-vous ?

Une telle déclaration va dans le bon sens mais il faut rester prudent pour deux raisons.

Premièrement, il faut préciser le sens des mots : les méthodes recommandées

par les programmes en vigueur sont semi-globales mais ne portent pas officiellement ce nom ; elles s'appellent "fonctionnelles" ou "intégratives" mais n'en obligent pas moins les élèves de maternelle et du début du CP à "lire" sans apprendre le b-a-ba. Même quand le ministre dit qu'on va revenir aux méthodes syllabiques, cela reste ambigu car certaines au moins des méthodes semi-globales se prétendent syllabiques. Il faudrait parler de méthodes "alphabétiques-syllabiques" qui se fondent sur l'apprentissage des lettres.

Deuxièmement, il faut tenir compte des habitudes des instituteurs qui ont été formés d'une certaine façon dans les IUFM et ont souvent bricolé leurs propres méthodes à partir des manuels disponibles. A mon avis, ce qu'il faut faire en priorité absolue est de revoir de fond en comble la formation dispensée par les IUFM qui, depuis 15 ans, est nuisible, qu'il s'agisse des méthodes d'apprentissage de la lecture et de l'écriture (d'ailleurs détachées l'une de l'autre alors qu'elles doivent être étroitement associées) ou des autres enseignements ; d'autre part, il faut garantir la liberté pédagogique des instituteurs (sans leur interdire aucune méthode) et s'assurer que les inspecteurs les notent uniquement d'après la progression de leurs élèves et plus du tout en fonction de la conformité de leurs méthodes avec telle ou telle doctrine officielle.

Comment expliquer le paradoxe suivant : la France est l'un des pays où il y a le plus d'heures de cours et où le niveau est le plus faible ?

J'ignore si le niveau en France est plus faible qu'ailleurs. Dans l'ensemble des pays occidentaux, le niveau est très médiocre car l'éducation s'est dégradée partout dans les dernières décennies. En France nous sommes tombés de plus haut.

Je suppose que vous faites référence à des évaluations internationales telles que celle de l'OCDE, "PISA". Or je suis très sceptique sur ces évaluations qui ne mesurent que des formes dégradées de connaissance. S'agissant de la maîtrise de la langue maternelle, il est difficile de comparer le résultat des apprentissages dans des langues différentes, sauf à mesurer des "compétences de communication" extrêmement frustes et indignes d'une véritable instruction. Les comparaisons sont délicates même en mathématiques car on n'apprend pas celles-ci de la même façon suivant les pays. La hiérarchie des nations mathématiques qu'établit PISA diffère totalement de celle que je constate dans le monde des chercheurs qui, depuis 1970 environ, a été dominé par les Russes.

Je pense même que si on se met à accorder de la valeur à des évaluations internationales à base de tests standardisés, cela ne peut que pousser nos systèmes éducatifs à ne plus enseigner que ce qui est mesurable par ces tests, à savoir un genre de "novlangue" à la Georges Orwell et des apprentissages mécaniques. Mieux vaut faire des comparaisons dans le temps ou alors jauger la fécondité intellectuelle et culturelle des différents pays.

Enfin, pour ce qui est des horaires, il est stupéfiant en effet que des lycéens qui ont passé des milliers d'heures de leur vie sur les bancs de l'école puis du collège ne maîtrisent toujours pas les bases élémentaires de la langue française et du raisonnement. Il faut clairement mettre en cause les méthodes et les programmes actuels et conclure aux effets dévastateurs de la déstructuration des enseignements. Tout le monde travaille et a l'impression de faire des choses intéressantes, mais à la fin il ne reste presque rien car notre enseignement est comme une chair sans os : les programmes n'ont plus de structure qui fixe les connaissances en les ordonnant et les reliant les unes aux autres, et ils ne prescrivent plus d'exercices systématiques qui

permettraient de cimenter les apprentissages.

Que pensez-vous du collège unique ?

Je suis évidemment favorable à ce que le plus de personnes possibles suivent les études les plus longues possibles, mais à une condition : qu'il s'agisse vraiment d'études dignes de ce nom. Autrement dit, que tous les enseignements soient riches, que les exigences soient élevées (sans être déraisonnables), et qu'on applique la règle très simple que voici : passent dans la classe supérieure ceux et seulement ceux qui ont une maîtrise suffisante des enseignements des années précédentes pour suivre. Autrement dit encore : plus de mensonge à tous les étages comme c'est le cas actuellement, plus de diplômes au rabais et plus de collège ou lycée transformé en garderie. Donc je suis contre le principe de la voie unique au collège. Mais, encore une fois, si l'on parvenait à amener tous les enfants d'une classe d'âge à un niveau suffisant pour poursuivre des études générales, je m'en réjouirais beaucoup.

Pour cela, il faudrait d'abord que l'école primaire se redresse. Ce qui se passe au collège aujourd'hui est largement la conséquence des profondes déficiences de l'école primaire. Or cette école primaire a accueilli tous les enfants dès les années 1880. Qu'ils arrêtaient leurs études après le cours supérieur (pour la très grande majorité) ou qu'ils continuassent au lycée (pour une minorité dont l'importance a crû progressivement - sans baisse notable du niveau jusqu'aux années 60), ils avaient déjà reçu à l'école primaire une instruction de très grande qualité, sans commune mesure avec celle qui est dispensée actuellement. Cet enseignement primaire était si solide qu'il a permis à nombre d'élèves qui n'en avaient pas connu d'autre de préparer seuls quelques années plus tard un baccalauréat qui à l'époque n'avait rien d'une plaisanterie puis de s'engager dans des études supérieures. Donc la priorité absolue à mes yeux est de retrouver un enseignement primaire de cette qualité pour tous.

Quelle est la responsabilité particulière des chrétiens dans la dégradation de l'école ?

J'ai effectivement dit et écrit que nous, les chrétiens, portions une part de responsabilité dans cette dégradation. Certains des principaux promoteurs et idéologues de la nouvelle école sont venus des milieux chrétiens. Bien sûr, ils ont écrit et agi de leur propre chef, mais auraient-ils remis en cause les principes fondateurs de l'école républicaine que sont la valeur de l'instruction, de la culture et du savoir et les notions de vérité objective, de mérite ou de responsabilité, s'ils n'avaient entendu dès l'enfance des commentaires étrangers à ces principes car exclusivement focalisés sur les relations humaines ?

Comment analysez-vous la situation de l'école catholique ?

Je la connais mal puisque je n'en ai pas été élève. Cependant, d'après de nombreux échos qui me parviennent, je crois savoir que la situation de l'enseignement catholique "sous contrat" est peu différente de celle de l'enseignement public : ce sont les mêmes programmes, les mêmes manuels, la même formation des professeurs et instituteurs avec le passage obligé par les IUFM, et la même idéologie dominante qui est d'autant mieux acceptée dans les milieux chrétiens qu'elle en tire une part de ses origines.

On constate aujourd'hui que de nombreux parents, même très éloignés de la foi chrétienne, se tournent vers "le privé" mais je ne suis pas sûr que cela signifie que l'enseignement y soit réellement plus sérieux. En fait, les parents espèrent surtout y trouver plus de sécurité pour leurs enfants, du fait d'un meilleur encadrement et d'un recrutement dans des classes sociales plus favorisées.

Vous semble-t-elle avoir encore une identité chrétienne marquée ?

Je crains que l'école catholique ne garde peu d'identité chrétienne. Je connais des élèves de cette école qui ont peur de dire à leurs camarades qu'ils sont croyants et au moins une maîtresse qui eut maille à partir avec sa hiérarchie pour avoir commencé la classe par la prière.

Des parents se tournent vers l'enseignement catholique pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la foi, mais à l'inverse je connais des parents chrétiens habités d'une foi profonde qui, pour ne pas risquer de semer la confusion dans l'esprit de leurs enfants, préfèrent les confier à l'école républicaine : quitte à fréquenter des établissements qui ne sont pas chrétiens, autant que ce soit clair.

Un vieux prêtre que je connais dit même qu'aujourd'hui l'école républicaine a gardé davantage de valeur spirituelle que l'enseignement confessionnel. Elle a l'esprit de ces instituteurs et professeurs qui, contre leur hiérarchie, persistent à instruire et à transmettre des connaissances, c'est-à-dire à éveiller des jeunes âmes ; de tous ceux qui se rendent chaque jour pour enseigner dans les quartiers que les commerçants et les autres services publics ont désertés ; de tous ceux qui prennent le risque d'être bafoués, insultés, menacés, agressés parfois.

A mon avis, les idéologues prétendument chrétiens qui ont contribué à renverser les anciens principes de l'école républicaine ont été moins justes spirituellement que les défenseurs de ces principes dont la plupart sont des laïcs purs et durs. Souvent on a reproché à l'école républicaine traditionnelle de n'être pas "humaine", simplement parce qu'elle se méfiait des sentiments et qu'elle s'efforçait de transformer progressivement les enfants en adultes. Moi, je trouve que, ce faisant, l'école républicaine ressemblait à Jésus-Christ.

Avons-nous assez songé que, comme l'Évangile le rappelle constamment, le Christ a été un rabbi, un maître qui enseigne ? que donc un instituteur ou un professeur est, quand il enseigne, une figure du Christ ? Cela ne signifie-t-il pas qu'une école qui instruit n'est pas "du monde" et que nous avons tort de lui opposer la vie, comme nous faisons souvent ?

Comment provoquer une réflexion des chrétiens sur la valeur spirituelle de l'étude et de la créativité ?

Pour y réfléchir, une voie royale nous est ouverte à mon avis avec la réconciliation des chrétiens que nous sommes avec le peuple juif et le judaïsme. Dans la tradition juive la relation à Dieu passe par l'étude, et la créativité est une façon de louer Dieu qui a créé l'homme à son image. Donc nous pouvons nous tourner vers les juifs, nos frères aînés dans la foi en Dieu, et leur demander pourquoi et comment ils en sont venus à lier de manière aussi étroite la foi et l'étude. Cela nous aiderait dans nos discernements.

Pour ma part, j'ai la chance de fréquenter dans mon milieu de mathématiciens beaucoup de personnes qui se relie au judaïsme, de mille manières différentes

d'ailleurs. Je suis frappé de la passion et du génie de l'enseignement qui habitent certaines de ces personnes. Elles sont héritières de la tradition des "rabbis" juifs, et je pense que le reflet de cette tradition qu'il m'est donné d'admirer dans le milieu des mathématiciens m'aide à comprendre un peu mieux ce que cela signifie quand il est écrit que Jésus enseignait.

Sur quelles bases faudrait-il repenser les fondements de l'enseignement confessionnel catholique ?

La réponse est évidente : sur la foi et sur la tradition de l'Église, tradition qu'il est impossible de bien connaître sans beaucoup étudier.

Les jeunes générations sont aujourd'hui soumises à des forces attractives extrêmement puissantes qui s'exercent sur elles très tôt et entraînent leurs esprits loin des lieux comme l'école où se construit la liberté véritable. Il n'est pas exclu que la haute culture soit impuissante contre de telles forces et qu'elle ne puisse s'épanouir à nouveau qu'en s'appuyant sur une force encore plus puissante qui est la foi. Il ne faut pas avoir peur de la proposer aux jeunes générations, et de nourrir celles-ci avec de fortes nourritures spirituelles et intellectuelles.

Cet abandon de l'école par l'Église dans la fin des années soixante n'a-t-il pas son pendant dans la culture ? Cela s'est produit en même temps que la révolution de soixante-huit et que les bouleversements post-conciliaires : voyez-vous un lien ?

Je n'ai pas connu les années 60 mais il me semble qu'elles marquent une rupture dans l'histoire de la civilisation occidentale : on entra alors dans une ère de remise en cause et de mise en accusation de l'ensemble de notre héritage culturel, qui se sont traduites par un refus de transmettre. Jusqu'aux années 60, il put y avoir dans l'éducation un certain nombre de projets ou d'évolutions discutables, cela n'ébranlait pas la transmission car tout le monde considérait qu'il fallait transmettre. Après les années 60, les réformes les plus folles se sont donné libre cours et ont produit tous leurs effets néfastes, parce que plus personne n'était vraiment sûr qu'il fût légitime de transmettre quoi que ce soit.

Je pense que dans le déclenchement de cette crise l'Église catholique joua un rôle majeur avec l'organisation et le déroulement du Concile Vatican II. Subitement, la plus vénérable de toutes les institutions montrait qu'il était possible et peut-être nécessaire de tout remettre en cause. Mais attention ! ce que je viens de dire n'est pas du tout une critique du Concile Vatican II ! Au contraire, je pense que les Pères du Concile rassemblés à l'appel du bienheureux Jean XXIII furent très clairvoyants. Après les deux guerres mondiales, les totalitarismes et la Shoah, l'Église eut la première l'intuition que la civilisation européenne ne pouvait faire l'économie d'une remise à plat complète. Elle s'est donc donnée à elle-même une embarquée formidable qui s'est propagée à tout l'Occident.

De cette crise, l'Église universelle commence à sortir : elle n'a renoncé à rien de ce qui est essentiel tout en s'engageant dans le difficile chemin de la repentance, en particulier vis-à-vis des juifs, ouvrant la voie à une réconciliation dont j'espère de grands fruits pour le monde. Autrement dit, elle a commencé et continue à faire son inventaire, à trier avec discernement dans l'héritage du passé et elle peut recommencer à construire en s'appuyant sur une tradition purifiée. En cela, il se peut qu'elle ait des décennies d'avance sur la civilisation occidentale dans son ensemble. Il se peut aussi

qu'à la différence de l'Église, l'Europe ne parvienne jamais à surmonter le poids du passé, que ce qui fut la civilisation européenne s'effondre et que le meilleur de son héritage soit recueilli ailleurs. Ce que l'Église a et qui manque à notre Europe sécularisée est le pardon : "*Si notre coeur venait à nous condamner, Dieu est plus grand que notre coeur*" écrit saint Jean. Les chrétiens savent que Dieu donne le pardon, et c'est pourquoi ils ont à jouer dans la reconstruction de l'éducation et de la culture européennes un rôle que personne à mon avis ne pourra jouer à leur place.